

# Élections parlementaires en Belgique

## 13 juin 2010

**ANALYSE**un mois avant  
le scrutin**Une crise qui s'éternise et se durcit**

Des élections parlementaires anticipées auront lieu en Belgique le 13 juin prochain, soit un an avant la fin de la législature en cours. Ce scrutin fait suite à l'autodissolution du Parlement belge le 6 mai dernier, consécutive à l'éclatement le 22 avril dernier de la coalition gouvernementale du Premier ministre Yves Leterme (Parti démocrate-chrétien flamand, CD&V) qui rassemblait, outre le CD&V, le Parti socialiste (PS), les Libéraux et démocrates flamands (Open VLD), le Mouvement réformateur (MR) et le Centre démocrate humaniste (CDH). L'Open VLD a en effet choisi de quitter le gouvernement après avoir estimé que le délai imparti à des négociations sur l'arrondissement électoral de Bruxelles-Hal-Vilvorde avait été dépassé. Son leader, Alexander De Croo, a dénoncé une « *rupture de confiance* ». Les partenaires de l'Open VLD au gouvernement comme les analystes politiques estiment que cette attitude est dictée par des considérations électoralistes. Il aurait choisi de provoquer des élections parlementaires anticipées, parce qu'ils étaient de plus en plus mal à l'aise au sein de la coalition gouvernementale et, pour tenter, en se radicalisant, d'enrayer leur chute dans les enquêtes d'opinion.

Le Premier ministre aurait pu remplacer l'Open VLD par le Parti socialiste flamand (SP.A) mais Caroline Gennez, présidente du SP.A, a refusé. « *C'est non ! Ce gouvernement est en sinistre total, il est impossible à dépanner* » a-t-elle déclaré comparant la coalition à « *une voiture ayant subi des dommages irréparables* ».

Le Premier ministre a déploré « *l'intransigeance réciproque des francophones et des néerlandophones* ». Alexander De Croo a affirmé que l'organisation d'élections anticipées était nécessaire pour « *laisser s'exprimer les citoyens* ». Le président du Parti socialiste, Elio Di Rupo, a qualifié de « *scandaleux* » le déclenchement d'une crise institutionnelle dans le contexte socio-économique actuel. La présidente du Centre démocrate humaniste (CDH) Joëlle Milquet, vice-Première ministre et ministre de l'Emploi, a critiqué « *l'absence de sens de l'intérêt général* » de l'Open VLD

Durant l'ultime séance à la Chambre des représentants, un député du parti d'extrême droite flamand, Vlaams Belang (VB) a terminé son intervention en lan-

çant : « *Vive la Flandre libre, que la Belgique crève !* » et chanté l'hymne officiel de la région flamande, le Vlaamse Leeuw (Lion flamand).

En juin 2007, Yves Leterme était élu triomphalement avec – record absolu – 800 000 voix d'avance en Flandre. Pas moins de 9 mois seront nécessaires pour que le leader démocrate-chrétien flamand soit nommé Premier ministre (20 mars 2008). A cette époque, il déclare qu'il suffit « *de cinq minutes de courage politique* » pour obtenir la suppression des droits linguistiques spéciaux dont jouissent les francophones dans la banlieue flamande de Bruxelles. Moins de quatre mois plus tard, le 14 juillet 2008, Yves Leterme est contraint à la démission après avoir échoué à faire adopter une réforme constitutionnelle. Le roi Albert II refuse alors sa démission. Le 19 décembre 2008, il finit par quitter ses fonctions de Premier ministre après avoir été soupçonné d'avoir fait pression sur la justice belge pour qu'elle accepte la restructuration de la banque Fortis, principale institution financière de Belgique. Le Chef

du gouvernement est remplacé le 28 décembre 2008 par Herman van Rompuy (CD&V). En juillet 2009, Yves Leterme est nommé ministre des Affaires étrangères puis il remplace Herman van Rompuy, désigné Président du Conseil européen le 19 novembre. Il gouvernera jusqu'au 22 avril 2010, date où il est contraint de nouveau à la démission à la suite de l'éclatement de la coalition gouvernementale qu'il dirige. « *J'ai la conscience tranquille* » a-t-il déclaré en quittant ses fonctions, « *Je prends sur moi la responsabilité du constat que jusqu'à présent, les stratégies qui ont été utilisées n'ont pas encore abouti* ».

En démissionnant, le Premier ministre a annoncé qu'il ne dirigerait pas la liste du CD&V lors du scrutin le 13 juin. « *J'ai proposé que Marianne Thyssen soit la leader incontestée du parti durant les semaines et les mois qui viennent non seulement comme présidente du parti mais aussi comme n°1 aux élections qui vont avoir lieu* » a-t-il indiqué. Marianne Thyssen, présidente du CD&V depuis 2008, pourrait, en cas de victoire du parti en Flandre devenir la première femme à diriger la Belgique. « *Je peux vous dire qu'au Parti démocrate-chrétien flamand, nous ne sommes pas pour la fin de la Belgique, mais pour une réforme assez profonde, nous ne sommes pas un parti qui plaide pour le chaos* » a-t-elle souligné.

Une menace pèse cependant sur ces élections. En effet, en 2003, la Cour constitutionnelle a rendu un arrêt stipulant que la possibilité donnée à des francophones de Flandre de voter pour des listes francophones hors de Flandre violait le principe de la frontière linguistique, a priori intangible. Les juges avaient demandé que cette question soit réglée avant les prochaines élections (qui ont eu lieu le 10 juin 2007). Conséquence : cet arrêt hypothèque tout scrutin national qui risque d'être déclaré illégal.

Le Premier ministre Yves Leterme a déclaré 7 mai dernier que les élections anticipées du 13 juin prochain étaient légales, mais anticonstitutionnelles : « *Il faut constater que ces élections et la loi qui les régit sont anticonstitutionnelles, faute de solution au problème de l'arrondissement électoral bilingue de Bruxelles-Hal-Vilvorde. Le scrutin sera donc légal mais anticonstitutionnel* ». Des maires des communes

flamandes de la périphérie de Bruxelles ont d'ores et déjà prévenu qu'ils boycotteraient l'organisation des élections. L'arrondissement de Bruxelles-Hal-Vilvorde élit 22 des 150 députés que compte la Chambre des représentants, Chambre basse du Parlement.

### **L'arrondissement de Bruxelles-Hal-Vilvorde, symbole de la désunion**

A cheval sur la province du Brabant flamand (Hal-Vilvorde) et la région de Bruxelles-capitale, l'arrondissement de Bruxelles-Hal-Vilvorde abrite 125 000 francophones qui jouissent de certains privilèges (accordés provisoirement) électoraux (droit de voter pour des candidats bruxellois francophones lors des élections parlementaires et européennes) et judiciaires (droit d'utiliser le français pour se défendre en justice). Les candidats flamands aux élections parlementaires dans le Brabant flamand ne peuvent donc recueillir de suffrages dans cette partie de leur province, ce qui est effectivement une situation injuste.

Les néerlandophones souhaitent que l'ensemble du territoire flamand soit unilingue dans son fonctionnement. Les francophones leur opposent que tout francophone doit pouvoir en Belgique s'exprimer dans sa langue là où il vit. « *Une communauté part du principe de territorialité ; l'autre du principe de personnalité. Les deux sont en opposition totale* » analyse l'ancien Premier ministre (1992-1999) Jean-Luc Dehaene (CD&V). « *La différence de traitement entre l'arrondissement de Bruxelles-Hal-Vilvorde et les autres circonscriptions n'est pas justifiée. Le statu quo n'est pas possible* » déclarait le président francophone de la Cour constitutionnelle, Paul Martens le 25 novembre dernier.

Les néerlandophones veulent scinder l'arrondissement en deux entités : Bruxelles d'un côté, et Hal-Vilvorde de l'autre. Les francophones exigent en échange certaines garanties et des contreparties : l'élargissement du territoire de la région bruxelloise à certaines communes situées en Flandre – ce que refusent les néerlandophones – le maintien de droits électoraux spéciaux pour les quelque 65 000 personnes résidant dans les communes les plus proches de Bruxelles ou encore le droit de gérer eux-mêmes des écoles ou des bibliothèques en Flandre.

## Le système politique belge

Le système politique belge a été fondé sur la « *pilarisation* ».

Les partis politiques se sont développés à partir de clivages internes à la société : le clivage religieux (Eglise/Etat) en premier lieu, puis le clivage régional (Wallons/Flamands) et, enfin, le clivage social (travail/capital, ouvriers/patrons). Les partis politiques, nés de ces clivages, constituaient de véritables entités au sein du royaume, chacun gérant une multitude d'organisations (écoles, compagnies d'assurance, etc.) prenant en charge les membres de du parti et leurs familles quasiment de la naissance à la mort. En échange de leur loyauté politique, les membres de ces différentes organisations obtenaient des emplois, des logements ou divers autres avantages sociaux. De leur côté, les leaders des différents partis politiques se répartissaient, de façon équitable, les postes à pourvoir au sein des administrations publiques. « *Autant en France, la ligne de fracture entre les deux courants est socioéconomique, autant en Belgique, il faut parler d'un croisement de plusieurs lignes de fracture* » selon Pascal Delwit, politologue à l'université libre de Bruxelles. Ce système a parfaitement fonctionné durant des décennies avant de se gripper à la fin des années 1970. Dans les années 1980, deux nouvelles forces politiques sont apparues sur l'échiquier politique : les écologistes (Ecolo en Wallonie et Agalev en Flandre), les nationalistes d'extrême droite (Volsunie, Vlaams Blok devenu Vlaams Belang, Front démocratique des francophones bruxellois, Rassemblement wallon et Front national). Ces nouveaux partis ont connu un succès grandissant. Les partis socialistes et démocrates-chrétiens qui, durant des décennies ont rassemblé la majorité du corps électoral, ne représentent plus désormais qu'un tiers des Belges.

En 1830, le royaume de Belgique a été fondé à partir de la fusion des anciens Pays-Bas autrichiens et de la principauté de Liège. A l'époque, si la majorité des habitants parlent le néerlandais, la noblesse et la bourgeoisie s'expriment en français. Les néerlandophones sont majoritairement protestants (calvinistes), les francophones catholiques. La prépondérance francophone sur l'ensemble du pays dure plus d'un siècle avant que dans les années 1960, la Wallonie ne commence à décliner au moment où la Flandre entame son

décollage économique. Les tensions qui se font jour entre les deux communautés débouchent sur plusieurs réformes constitutionnelles (1970, 1980, 1988-1989, 1993 et 2001) qui, au cours des années, ont transformé la Belgique en un Etat fédéral. Le pays compte trois régions (Flandre, Wallonie et Bruxelles-capitale) et trois communautés linguistiques (francophone, néerlandophone et germanophone) qui ne peuvent se superposer les unes aux autres. Ainsi, la communauté flamande regroupe les néerlandophones de Flandre et de Bruxelles, la communauté wallonne, les francophones de Wallonie et de Bruxelles et la communauté germanophone, les Belges de langue allemande vivant près de la frontière avec l'Allemagne, soit environ 70 000 personnes.

En 1993, l'article 1er de la Loi fondamentale stipule que la Belgique cesse d'être un Etat unitaire. De nouvelles compétences fédérales sont transférées aux régions qui avaient déjà en charge l'éducation, la culture, la politique sociale, le logement, l'environnement, l'aménagement du territoire et, avec quelques exceptions, l'emploi et l'économie (commerce extérieur, agriculture) et les Parlements des régions deviennent des institutions élues au suffrage universel direct. Enfin, la réforme de 2001 confère une autonomie fiscale aux régions. 70% du budget de l'Etat fédéral est redistribué aux régions. Conséquence de ces évolutions, la Belgique ne possède plus de partis politiques nationaux, une rupture qui, de fait, a renforcé les différences linguistiques et institutionnelles. La scène politique est composée de partis francophones en Wallonie, de partis néerlandophones en Flandre, les partis francophones et néerlandophones ne se côtoyant que dans la région de Bruxelles-capitale. Les résultats électoraux ne sont donc jamais, en Belgique, calculés au niveau national mais toujours régional. La communauté germanophone demande la création d'une nouvelle région sur le modèle de la région de Bruxelles-capitale et, arguant du fait qu'elle est la seule communauté de Belgique à ne pas posséder d'autonomie constitutive, revendique l'obtention d'une garantie de représentation d'au moins 2 députés au Parlement fédéral. Flamands et Wallons ne partagent plus aucune institution nationale autre que la famille royale, le drapeau, la justice et l'armée. Ils regardent des chaînes de télévision différentes, vont dans des écoles différentes et votent pour des partis différents.

**Le Parlement belge est bicaméral.**

La Chambre des représentants compte 150 députés. Le Sénat comprend 71 membres, dont 40 élus au suffrage universel direct au sein de trois circonscriptions : Flandre, Wallonie et Bruxelles-Hal-Vilvorde (25 par le collège néerlandophone et 15 par le collège francophone), 21 élus par les Parlements des communautés (Conseil flamand et Conseil de la communauté française) et 10 nommés par cooptation. Le Sénat compte également des sénateurs de droit : les enfants du Roi âgés d'au moins 18 ans et ayant prêté serment en qualité de sénateur.

La dissolution de la Chambre des représentants entraîne automatiquement celle du Sénat, les Belges voteront donc le 13 juin pour renouveler les deux Chambres du Parlement.

Les élections législatives ont lieu tous les 4 ans à la proportionnelle intégrale à la plus forte moyenne (méthode d'Hondt) au sein de 11 arrondissements électoraux. Les Belges peuvent voter en faveur de l'ensemble des membres d'une liste, pour un ou plusieurs candidats effectifs d'une liste, pour un ou plusieurs candidats suppléants d'une liste ou encore en faveur de candidats effectifs et de suppléants.

Pour pouvoir se présenter aux suffrages des électeurs, les « *petits* » partis doivent recueillir 500 signatures par arrondissement pour la Chambre des représentants et 5 000 pour le Sénat tandis que la signature de deux parlementaires suffit pour les « *grands* » partis. Chaque parti doit obtenir un minimum de 5% des suffrages dans un arrondissement électoral pour être représenté au Parlement. Depuis 2002, chaque parti se doit de présenter des listes comptant, au candidat près, autant de femmes que d'hommes. En outre, depuis 2007, il est interdit à un candidat de se présenter à la fois à la Chambre des représentants et au Sénat.

Le vote est obligatoire en Belgique, les abstentionnistes encourant une réprimande (lorsqu'ils s'abstiennent pour la première fois) ou une amende de 27,5 à 55 € infligée par le juge de police. Celle-ci peut atteindre jusqu'à 137,50 € en cas de récidive.

11 partis politiques sont représentés à la Chambre des représentants:

- le Parti démocrate-chrétien flamand, (CD&V), dirigé

par Marianne Thyssen et situé au centre sur l'échiquier politique. Le parti s'était allié pour les élections parlementaires de juin 2007 avec la Nouvelle alliance flamande (N-VA), parti nationaliste issu de la dissolution le 19 septembre 2001 du parti régionaliste flamand de la Volksunie et présidé par Bart De Wever. Les deux partis se sont séparés en septembre 2008. Ensemble, ils comptent 30 députés ;

- le Mouvement réformateur (MR), dirigé par Didier Reynders, vice-Premier Ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles, possède 23 sièges ;

- le Vlaams Belang (VB), formation d'extrême droite présidée par Bruno Valkeniers, compte 17 députés ;

- les Libéraux et démocrates flamands (Open VLD), dirigés par Alexander de Croo, possèdent 18 sièges ;

- le Parti socialiste (PS), dirigé par le bourgmestre de Mons, Elio di Rupo, compte 20 sièges ;

- le Parti socialiste flamand (SPA), dirigée par Caroline Gennez, possède 14 sièges ;

- le Centre démocrate humaniste (CDH), dirigé par la vice-Première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, Joëlle Milquet, compte 10 députés ;

- Ecolo (Ecologistes confédérés pour l'organisation de luttes originales), codirigé par Jean-Michel Javaux et Sarah Turine, possède 8 sièges ;

- la Liste Jean-Marie Dedecker, formation nationaliste dirigée par l'ancien entraîneur de l'équipe nationale belge de judo (1981-2000), Jean-Marie Dedecker, par ailleurs député européen, compte 5 députés ;

- Groen !, présidé par Wouter Van Besien, possède 4 sièges ;

- le Front national (FN), parti d'extrême droite créé par Daniel Féret, compte 1 député.

**La Belgique peut-elle survivre ?**

« *La Belgique, créée en 1830 et dotée à l'époque d'une seule langue officielle, le français, est désormais dominée par une majorité néerlandophone. Après s'être battue pour l'égalité des droits, cette dernière a obtenu le passage au fédéralisme vu, en Flandre, comme le moyen de mener des politiques autonomes et, simultanément, de s'arroger, au niveau fédéral, le contrôle des politiques économiques favorables à la partie néerlandophone du pays. Longtemps dominatrice, berceau*

du développement industriel du pays jusqu'en 1960, la Wallonie a, elle aussi, accepté, voire revendiqué, le fédéralisme. Parce qu'il lui apparaissait susceptible d'assurer son redressement, avec des institutions autonomes. Et aussi de se démarquer d'une élite francophone bruxelloise qui, aujourd'hui encore, est accusée d'avoir « lâché » la Wallonie, de l'avoir abandonnée à son déclin et d'avoir toléré la « flamandisation » des institutions nationales (...) Une crise politique prolongée, par exemple si la Belgique devenait ingouvernable, pourrait donner à conclure qu'il vaut mieux se séparer » écrivait le politologue Vincent de Coorebyter en novembre 2007.

Les néerlandophones se battent depuis 7 ans pour une réforme de l'Etat, qui, selon les francophones, engage l'avenir de la Belgique, tandis que les francophones luttent pour conserver le modèle fédéral actuel. Après les élections parlementaires, les néerlandophones demanderont certainement des transferts de pouvoirs supplémentaires de l'Etat vers les régions et une redistribution de compétences fédérales au profit de ces dernières. Fait nouveau, les francophones se déclarent prêts à débattre à la condition toutefois que l'on ne touche pas à la sécurité sociale nationale.

Au cours des 7 dernières années ont éclos de nombreux partis nationalistes : la Nouvelle alliance flamande et la Liste Jean-Marie Dedecker qui réclament la création d'une Belgique confédérale dans laquelle l'Etat belge serait privé d'à peu près tous ses pouvoirs, ou encore le Vlaams Belang, favorable à l'indépendance de la Flandre et qui a appelé à la dissolution immédiate de la Belgique. Les partis traditionnels se sont aussi radicalisés. « Du côté flamand, un seul parti est encore prêt à dialoguer avec les francophones, le Parti démocrate-chrétien flamand. Les autres ont perdu patience » a souligné le Premier ministre sortant Yves Leterme.

Côté néerlandophone, le CD&V et l'Open VLD ont annoncé qu'ils ne participeraient pas à une coalition gouvernementale si les francophones ne s'engageaient pas en faveur d'une réforme institutionnelle. Face à eux, les francophones se montrent désunis.

« Contrairement aux crises précédentes, on est cette fois dans l'impossibilité de prévoir la phase suivante. Depuis le début des premiers compromis entre Fla-

mands et Wallons, dans les années 1960, il y avait chaque fois une sorte de *modus vivendi* qui faisait qu'on savait qu'à la fin de la phase de dramatisation, il y aurait un accord. Cette fois, on est entré dans une phase à l'issue de laquelle le fonctionnement même des institutions ne serait plus garanti au niveau fédéral. Pour simplifier, plus personne en Flandre ne veut d'une Belgique forte. Ensuite, il y a des nuances qui vont des autonomistes purs et durs aux partisans d'un Etat confédéral. Chez les francophones, en revanche, il y a clairement une nostalgie de la Belgique ancienne, d'une identité belge » analyse le politologue de l'université catholique de Louvain-la-Neuve, Benoît Rihoux.

Lors des élections régionales qui se sont déroulées le 7 juin 2009, le Parti socialiste (PS) est parvenu à maintenir sa place de première formation de Wallonie avec 32,77% des suffrages, devançant le Mouvement réformateur (MR) qui a subi un revers et obtenu 23,41% des voix. Ecolo a considérablement progressé (18,54% des suffrages). A Bruxelles, le PS est arrivé en première position au sein du collège linguistique français avec 33,35% des suffrages juste devant le MR qui a obtenu 32,49% des voix. Au sein du collège néerlandais, l'Open VLD a recueilli 23,07% des suffrages, devançant le SP.A, 19,46%, le Vlaams Belang et le CD&V qui ont obtenu respectivement 17,51% et 14,85% des suffrages.

En Flandre, le paysage politique est éclaté et s'est radicalisé avec l'affirmation des partis nationalistes. Le CD&V a dominé le scrutin avec 23,5% des suffrages. L'Open VLD a subi une défaite cinglante en obtenant le plus faible résultat de son histoire : 14,8% des voix. Le SP.A a également enregistré un recul avec 15,2% des suffrages, devançant tout juste la Nouvelle alliance flamande, 13,06% des voix. Le Vlaams Belang a obtenu 15,3% des suffrages, (-8,7 points par rapport aux dernières élections régionales du 13 juin 2004).

Les élections parlementaires du 13 juin prochain, qui intéressent peu les Belges, ne devraient être qu'un nouveau moment de la querelle entre néerlandophones et francophones. Elles ne représentent en aucun cas une garantie d'apaisement et ne semblent aucunement porteuses de nouvelles possibilités de dialogue entre les deux parties. Par ailleurs, au-delà des

## Élections parlementaires en Belgique

### 13 juin 2010

problèmes intérieurs que connaît le pays, elles arrivent au mauvais moment pour la Belgique qui, le 1er juillet prochain, doit succéder à la Suède à la tête du Conseil de l'Union européenne. « *Si la formation d'un nouveau gouvernement devait s'éterniser, cela ne mettrait pas la Présidence belge de l'Union en danger. Nous avons la capacité d'agir en tant que gouvernement belge face aux événements qui pourraient se produire* » a assuré Yves Leterme.

Selon une enquête d'opinion réalisée par l'institut Dedicated Research et publiée le 5 mai dernier, la Nouvelle alliance flamande (N-VA) arriverait en tête en Flandre avec 22,9% des suffrages devant le CD&V, qui obtiendrait 18,9% des voix, l'Open VLD, 14,8%, le

SP.A, 14,2%, le Vlaams Belang, 12,5% et la Liste Jean-Marie Dedecker, 3,9%. En Wallonie, le PS recueillerait 32,5% des suffrages, suivi du MR (21,1%), du CDH (18,2%), d'Ecolo (17,6%) et du Front National (2,9%). A Bruxelles-Hal-Vilvorde, le MR arriverait en tête avec 22,9% des voix, pour 11,5% au PS, 8,6% à Ecolo et 7,3% au CDH.

#### Rappel des résultats des élections parlementaires du 10 juin 2007 en Belgique

Participation : 91% (la participation est obligatoire en Belgique)

Partis politiques	Nombre de voix obtenues	Pourcentage des suffrages recueillis	Nombre de sièges obtenus
<b>Parti démocrate-chrétien flamand-Nouvelle alliance flamande (CD&amp;V-N-VA)</b>	1 234 950	18,51	30
<b>Mouvement réformateur (MR)</b>	835 073	12,52	23
<b>Vlaams Belang (VB)</b>	799 844	11,99	17
<b>Libéraux et démocrates flamands (Open VLD)</b>	789 445	11,83	18
<b>Parti socialiste (PS)</b>	724 787	10,86	20
<b>Parti socialiste-Spirit (SP.A-Spirit)</b>	684 390	10,26	14
<b>Centre démocrate humaniste (CDH)</b>	404 077	6,06	10
<b>Ecolo</b>	340 378	5,10	8
<b>Liste Jean-Marie Dedecker</b>	268,648	4,03	5
<b>Groen!</b>	265 828	3,98	4
<b>Front national (FN)</b>	131 385	1,97	1

Source : Portail fédéral de la Belgique (<http://elections2007.belgium.be/fr/index.html> )



## Sénat

Participation : 91,08% (la participation est obligatoire en Belgique)

Partis politiques	Nombre de voix obtenues	Pourcentage des suffrages recueillis	Nombre de sièges obtenus
Parti démocrate-chrétien flamand-Nouvelle alliance flamande (CD&V-N-VA)	1 287 389	19,42	9
Mouvement réformateur (MR)	815 755	12,31	6
Vlaams Belang (VB)	787 782	11,89	5
Libéraux et démocrates flamands (Open VLD)	821 980	12,40	5
Parti socialiste (PS)	678 812	10,24	4
Parti socialiste-Spirit (SP.A-Spirit)	665 342	10,04	4
Centre démocrate humaniste (CDH)	390 852	5,90	2
Ecolo	385 466	5,82	2
Liste Jean-Marie Dedecker	223 992	3,38	1
Groen!	241 151	3,64	1
Front national (FN)	150 461	2,27	1

Source : Portail fédéral de la Belgique (<http://elections2007.belgium.be/fr/index.html> )

## le point à une semaine du scrutin

Le 13 juin prochain, les Belges sont appelés aux urnes pour des élections parlementaires anticipées qui apparaissent comme un véritable référendum sur l'avenir du pays.

Le scrutin est consécutif à la décision des Libéraux et démocrates flamands (Open VLD) de quitter le gouvernement dirigé par le Premier ministre Yves Leterme (Parti démocrate-chrétien flamand, CD&V). L'Open VLD estimait que le délai imparti aux négociations sur l'arrondissement électoral de Bruxelles-Hal-Vilvorde avait été dépassé. A cheval sur la province du Brabant flamand (Hal-Vilvorde) et la région de Bruxelles-capitale, l'arrondissement de Bruxelles-Hal-Vilvorde abrite 125 000 francophones qui jouissent de certains privilèges (accordés provisoirement) électoraux (droit de voter pour des candidats bruxellois francophones lors des élections parlementaires et européennes) et judiciaires (droit d'utiliser le français pour se défendre en justice).

2 801 candidats issus de 132 listes concourent pour le scrutin à la Chambre des représentants, Chambre basse du Parlement et 620 candidats représentant 21 listes pour les élections sénatoriales. Les Belges de l'étranger avaient jusqu'au 17 mai pour s'inscrire sur les listes électorales. 43% ont choisi de voter le jour du scrutin parlementaire à l'ambassade ou au consulat et 35% se prononceront par correspondance.

Certains des bourgmestres de l'arrondissement de Bruxelles-Hal-Vilvorde refusent d'organiser les élections et boycotteront le scrutin. D'autres, comme ceux de Vilvorde, Merchtem, Steenokkerzeel ou Galmaarden, l'organiseront mais ont choisi de ne mettre aucun panneau d'affichage à la disposition des partis francophones. Le ministre flamand de l'Intérieur, Geert Bourgeois, a exprimé toute sa compréhension aux bourgmestres flamands qui refusent d'organiser ces



élections et affirmé qu'ils ne feraient l'objet d'aucune sanction.

Les « *petits* » partis ont été surpris par l'organisation de ces élections anticipées et ont disposé de peu de temps pour réunir le nombre de signatures nécessaires pour se présenter. Une vingtaine seront toutefois présents, plus nombreux en Wallonie qu'en Flandre. Le Parti du Travail de Belgique-Partij van de Arbeid van België (PTB-PVDA) est le seul à avoir des listes dans toutes les circonscriptions du pays. Il est également le seul à présenter des candidats francophones en Flandre et des candidats flamands en Wallonie, mettant ainsi en pratique sa volonté de voir la Belgique devenir une circonscription fédérale.

Un débat rassemblant l'ensemble des partis belges devait être organisé le 30 mai et diffusé sur deux chaînes publiques de télévision : la RTBF et la VRT. Cependant, les organisateurs ne sont pas parvenus à s'entendre sur la place à réserver à l'extrême droite. En effet, le Vlaams Belang (VB) n'est jamais invité à la RTBF alors qu'il participe aux émissions de la VRT. La diffusion du débat devait d'ailleurs avoir lieu en différé pour éviter les éventuels dérapages xénophobes du Vlaams Belang. Il avait également été entendu que les partis francophones ne débattraient pas avec le parti d'extrême droite. Mais le leader du Mouvement réformateur (MR), Didier Reynders, a refusé ce compromis. Ce débat aurait été une première depuis 1981 et l'occasion pour les Belges de comparer les programmes de l'ensemble des partis, le pays ne possédant plus de parti national depuis 30 ans.

La réforme de l'Etat figure au cœur de la campagne. L'Etat fédéral gère la sécurité sociale, mais aussi les finances publiques et le financement des régions (à 90%), la justice, la défense et les affaires étrangères. Il a également à charge une grande partie de la santé publique et des transports (sauf les transports régionaux et les routes), la politique d'immigration, la recherche. Aux régions reviennent la culture, l'enseignement, les langues, les travaux publics, mais aussi, en partie, l'emploi. Les partis flamands sont favorables à une confédération qui limiterait les compétences de l'Etat fédéral et dans laquelle les régions disposeraient des pouvoirs

en matière économique. Les partis francophones sont réticents mais ont compris ces dernières années qu'ils ne pourraient bloquer éternellement les négociations. Ils se déclarent prêts à parler avec leurs homologues flamands à plusieurs conditions, et notamment le maintien d'une sécurité sociale nationale.

« *La Nouvelle alliance flamande (N-VA) apparaît, à un moment où il y a besoin d'une réforme de l'Etat, comme le seul parti pouvant vraiment forcer cet accord* » déclare Jean-Benoît Pilet, politologue de l'université libre de Bruxelles. Pour son leader, Bart de Wever, « *le fédéralisme n'est qu'un euphémisme pour un pays qui est en train d'éclater lentement* ». La N-VA est favorable à un modèle confédéral qui transfère la politique socioéconomique aux entités fédérées, ce qui figure aussi dans les programmes du CD&V et de l'Open-VLD. « *Les Flamands doivent refuser de former un gouvernement fédéral sans avoir l'assurance de réformes coperniciennes* » répète Bart de Wever. Il se dit également prêt à accepter la nomination d'un Premier ministre francophone si une véritable réforme de l'Etat est garantie. Il a déclaré ne pas postuler lui-même à cette fonction. « *Je suis intéressé par la création de structures nouvelles, pas par le poste de Chef du gouvernement* » a-t-il indiqué.

La N-VA veut supprimer la loi de financement qui régit les relations entre l'Etat fédéral et les régions. « *Bruxelles doit être cogérée et disposer des compétences d'une ville, pas de celles d'un pays. Bruxelles est trop financée et n'est pas efficace* ». Le parti souhaite faire de la capitale une ville à vocation européenne, sans statut propre, et cogérée par les deux communautés. Il se bat pour scinder le système de sécurité sociale, des revendications inacceptables pour les francophones et que ne partagent pas les autres partis flamands.

« *Si la N-VA est au-dessous de 20% le 13 juin, on fera un accord sans elle mais si elle est le grand parti gagnant, elle deviendra alors incontournable* » souligne Jean-Benoît Pilet. Il faut dire que Bart de Wever a d'ores et déjà réussi son pari en faisant de la N-VA l'acteur central de la vie politique belge. Candidat anti-establishment, il a réussi à fédérer les déçus de la politique et les modérés qui souhaitent des avancées



sur les questions institutionnelles. Il est parvenu à élargir sa base indépendantiste sans perdre son électoral traditionnel. En outre, contrairement au leader du Vlaams Belang, il n'est pas suspect de xénophobie et se présente en homme fréquentable avec lequel il est possible de débattre. « *Sans Bart de Wever, la N-VA n'existerait presque plus* » affirme Dave Sinardet, politologue de l'université d'Anvers.

Ancien allié de la N-VA, le CD&V d'Yves Leterme s'interroge sur les véritables objectifs de la N-VA qu'il soupçonne de séparatisme. Le CD&V est également favorable à une réforme en profondeur de l'Etat. « *Celui qui veut faire avancer la Belgique doit comprendre que le statu quo n'est pas bon pour notre pays* » a déclaré Yves Leterme. Le Chef du gouvernement sortant considère comme une victoire que les partis francophones acceptent désormais « *au moins en paroles* » une réforme de l'Etat. « *Nous voulons que la Flandre ait davantage de pouvoirs de façon à mieux gérer les niveaux régional et fédéral* » répète-t-il. Le CD&V mène campagne sous le slogan *Nooit opgeven* (« *Ne jamais renoncer* »).

L'Open VLD est également favorable à un modèle confédéral et souhaite que les régions aient davantage de compétences et de responsabilités financières. « *Il n'est pas logique qu'une région n'ait aucune responsabilité, par exemple, pour les pensions des ses fonctionnaires* » a déclaré leur leader Alexander De Croo. « *La réforme de l'Etat est un point final, pas une étape pour scinder le pays comme certains partis flamands le veulent. Nous le ne voulons pas. Je veux que la Belgique continue à exister parce qu'elle nous apporte la prospérité mais pour cela, il faut que le pays fonctionne. Pour l'instant, on est dans un blocage* » ajoutant vouloir « *transformer la vieille usine Belgique en trois PME dynamiques oeuvrant pour le même holding* ». Alexander De Croo souhaite que le prochain gouvernement soit formé très rapidement après les élections. « *Pour ne pas faire les mêmes erreurs qu'en 2007, il faut un accord préalable sur les questions communautaires avant l'installation du gouvernement* » a-t-il précisé. L'Open VLD se défend des accusations qui le désignent comme le responsable de la chute du gouvernement. « *Les vrais responsables de la chute du gouvernement*

*sont les partis autour de la table qui n'ont fait aucun effort pour respecter les engagements pris. Cela fait 3 ans qu'on a essayé de toutes les manières de résoudre le problème de l'arrondissement de Bruxelles-Hal-Vilvorde, il est clair qu'une année de plus n'allait rien résoudre* » a indiqué Alexander De Croo.

Les socialistes d'Elio di Rupo se déclarent prêts à « *faire un pas vers le nord du pays* » et veulent demander à leurs collègues flamands « *de faire un pas vers nous* ». « *Nous sommes prêts à un accroissement des compétences dans les régions dans un concept d'homogénéité et d'efficacité. Nous n'étions pas loin d'un accord et le leader libéral flamand a tout fait capoter. Il a fourni du kérosène pour l'envol de la N-VA* » a accusé le leader socialiste francophone. « *Avec ma naïveté, j'ai la faiblesse de croire que Bart de Wever veut un accord ; la question est de savoir s'il pourra le vendre à sa base* » a affirmé Johan Vande Lanotte, ancien président du Parti socialiste flamand (SP.A) qui a indiqué qu'il n'était pas candidat au poste de Premier ministre.

« *La garantie du respect* », tel est le slogan choisi par le Mouvement réformateur (MR) pour cette campagne. « *Je crois qu'on aura une Belgique encore plus forte dans les années à venir si l'on accepte quelques réformes politiques* » a déclaré son leader Didier Reynders. Pour lui, ces réformes sont au nombre de 3 : le passage à un mode de scrutin majoritaire, le regroupement des élections (nationales et régionales), et l'établissement d'une circonscription fédérale. « *Cela évitera d'avoir des nationalistes qui font campagne en Flandre mais ne doivent jamais expliquer à Liège et à Charleroi ce qu'ils veulent* » a déclaré Didier Reynders. Le MR est favorable à un transfert de compétences de l'Etat vers les régions mais à la condition de conserver un pouvoir fédéral fort. Il affirme ne pas savoir ce qu'est un modèle confédéral. « *Que Bart de Wever ait un projet séparatiste en tête, c'est son problème. Mais ce sera sans moi* » a déclaré Didier Reynders qui a indiqué être prêt à négocier avec le leader de la N-VA si celui-ci accepte de former une circonscription fédérale.

Le ministre sortant de la Coopération au développement, Charles Michel (MR), voit dans l'élargissement de Bruxelles

les la solution au problème posé par l'arrondissement de Bruxelles-Hal-Vilvorde. Selon lui, Bart de Wever est « *un rêveur naïf et manquant de réalisme* » mais également « *très dangereux* ». « *Les Flamands doivent voir que le séparatisme est pour la Flandre synonyme de suicide sur les plans économique et politique* » a-t-il souligné. Tel est également l'avis de Paul de Grauwe, professeur d'économie à l'université de Louvain qui affirme que « *les partis flamands se font beaucoup d'illusions s'ils pensent que donner une très large autonomie aura des effets économiques fantastiques. Le coût de la transaction risque même d'être assez élevé* » a-t-il souligné.

Charles Michel s'est déclaré favorable à une alternance entre Flamands et Wallons au poste de Premier ministre. « *L'alternance linguistique du Chef du gouvernement serait une bonne solution, respectueuse des grandes communautés. Il n'est pas normal que depuis Edmond Leburton (1973-1974), il n'y ait plus eu de Premier ministre belge originaire de Wallonie* » a-t-il indiqué. De plus en plus de Flamands estiment qu'un Chef du gouvernement francophone serait susceptible de contribuer à une réforme de l'Etat.

Les Verts sont la seule force politique à se présenter unie aux élections du 13 juin prochain. « *Le repli identitaire n'a jamais fait partie de l'ADN des écologistes* » a déclaré Jean-Michel Javaux, coprésident d'Ecolo avec Sarah Turine. Groen en Flandre et Ecolo en Wallonie travaillent de concert depuis près de 30 ans et ont déposé ensemble 156 propositions de loi communes à la Chambre des représentants.

Si la réforme de l'Etat fédéral figure au cœur de la campagne électorale, les Belges peuvent difficilement oublier leurs problèmes socioéconomiques. La Belgique traverse en effet une grave crise : la dette publique du pays s'élève à 333 milliards € et atteindra rapidement 100% du PIB ; le déficit budgétaire devrait s'établir à 20 milliards € en 2010 et le chômage est en augmentation en Flandre où il touche 6,7% de la population active (il diminue en Wallonie où il s'élève cependant à 13,7%). Cette dernière région recueille également davantage d'investissements étrangers que le nord du pays, notamment à cause du plan de développement dont elle s'est dotée.

Le Parti socialiste a fait de l'emploi et des investissements sa priorité. Il souhaite davantage de contrôle des prix, la mise en place d'un plan Marshall pour les petites et moyennes entreprises, une réglementation des fonds spéculatifs et une intensification de la lutte contre la fraude fiscale. Le PS veut également relever les pensions de retraite de 15% pour atteindre les 1 150 € par mois pour toute personne seule qui a fait une carrière complète (le montant est actuellement de 1 004 €). « *Nous lèverions immédiatement un impôt sur les personnes qui ont une fortune de 1 250 millions € en dehors de leur maison et de toute activité commerciale* » a indiqué le leader socialiste. Le Parti socialiste flamand dirigé par Caroline Gennez est favorable à la mise en place d'un impôt sur les grandes fortunes.

Le CD&V propose un nouveau New Deal fondé sur 4 piliers : la réforme de l'Etat, une gestion économique rigoureuse, un budget sain et un gouvernement efficace. Il souhaite rallonger le temps de travail et « *utiliser la sécurité sociale comme levier renouveau socio-économique* ».

Le Centre démocrate humaniste (CDH) dirigé par la vice-Première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, Joëlle Milquet, est favorable à la mise en place d'un pacte national pour l'emploi et l'activité économique basé sur la croissance durable. Le CDH veut soutenir l'emploi vert, blanc (métiers de l'aide à la personne) et intelligent (secteurs de l'innovation et de la recherche). Il se bat pour une modification du système fiscal, une exonération des revenus du travail à hauteur de 950 € par mois et une hausse de la pression fiscale sur les comportements polluants comme sur le capital.

Le MR veut diminuer les charges sur le travail, par exemple en baissant les charges (suppression des cotisations patronales) pour les trois premiers emplois d'une entreprise. Charles Michel plaide également pour une hausse des pensions de retraite qu'il voudrait porter à 60 ou 70% du montant du dernier salaire (pour 40% actuellement) et pour une augmentation du revenu imposable minimum. « *Valoriser le travail plutôt que le chômage, c'est ce qui nous différencie du Parti socialiste* » a souligné Didier Reynders. Selon lui, « *il y a plus que jamais*

*un choix à faire entre deux partis, le Parti socialiste et le Mouvement réformateur. Je dis deux parce qu'Ecolo et le Centre démocrate humaniste ont fait le choix du Parti socialiste ces dernières années ».*

L'Open VLD critique les promesses bon marché des partis. « *Nous voyons en Grèce et en Espagne quelles sont les désastreuses conséquences de la politique artistique socialiste. Les gens ont le droit de savoir ce que les politiques entendent faire avec leurs impôts* » a déclaré Alexander de Croo. « *Choisit-on des politiciens qui refusent de mettre le gouvernement à la diète et qui continuent à aller chercher l'argent dans la poche de ceux qui travaillent sans compter, qui ont acheté une maison et qui ont un peu d'épargne de côté ou choisit-on en faveur du projet d'avenir des Libéraux et démocrates flamands qui propose de revitaliser un gouvernement dépérissant ?* » a-t-il ajouté, affirmant : « *en l'absence de réforme de l'Etat, aucune solution ne pourra être trouvée aux problèmes économiques et sociaux* ». Alexander de Croo a critiqué la complicité dont, selon lui, font preuve socialistes et démocrates-chrétiens. « *Les 2 hommes ont du se retenir pour ne pas se donner trois bisces à la fin* » a-t-il déclaré commentant le débat qui a opposé Johan Vande Lanotte à Yves Leterme.

Groen veut instituer un impôt sur la fortune qui devrait rapporter 7,5 milliards €. Les Verts affirment que cette mesure augmenterait les impôts de seulement 15% des plus riches contribuables. Le parti présidé par Wouter Van Besien plaide pour un glissement des charges qui pèsent sur le travail vers un impôt environnemental et affirme que ce plan créera 125 000 emplois dont la plus grande partie sera la conséquence de la diminution des charges. Le parti écologiste promet un retour à l'équilibre du budget national en 2015.

Enfin, la N-VA veut baisser les taxes des plus faibles salaires d'environ 2 milliards €, une mesure qui pourrait rapporter 14 à 15 milliards € d'ici 2015 en permettant la création de milliers d'emplois.

Le Président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, s'est déclaré confiant dans les capacités de la

Belgique à assurer la Présidence de l'Union européenne à partir du 1er juillet prochain. « *Le projet européen n'est pas déterminé par les échéances électorales de tel ou tel pays. Et d'ailleurs, en Belgique, nous avons la chance d'avoir un grand consensus sur l'Europe. Il y a peut être un rythme politique différent dans la vie politique intérieure en Belgique mais cela ne peut nuire aux exigences de la Présidence parce que s'il y a une diplomatie, une administration et une classe politique qui connaissent bien l'Europe, ce sont celles de la Belgique. Je suis absolument rassuré* » a-t-il affirmé. « Il ne peut y avoir de doutes sur la capacité des Belges à assurer leurs responsabilités » a indiqué le Premier ministre sortant Yves Leterme.

Plus des trois quarts des Belges (79%) se déclarent prêts à se rendre aux urnes le 13 juin prochain. 10% des électeurs affirment vouloir voter blanc en Wallonie et à Bruxelles, un chiffre très supérieur aux pourcentages traditionnellement enregistrés et qui témoigne de la confusion d'un grand nombre de Belges.

Une enquête récente menée par le professeur Mark Hooghe a montré que la fin du vote obligatoire, souhaitée par 48% des Belges selon les sondages, ne modifierait pas les rapports de force au sein de la classe politique. Certains partis politiques en tireraient davantage partie que d'autres, notamment le CDH et Ecolo en Wallonie et l'Open VLD et la N-VA en Flandre. En revanche, le Parti socialiste d'Elio di Rupo et le Vlaams Belang seraient les grands perdants d'une telle mesure.

L'un des principaux enjeux des élections du 13 juin prochain est de savoir si les partis flamands modérés pourront barrer la route du gouvernement à la N-VA.

La dernière enquête d'opinion réalisée par l'institut TNS-Dimarsco crédite la N-VA de 25,2% des suffrages. Elle serait suivie au sein du collège électoral néerlandophone par le CD&V qui recueillerait 19% des voix, l'OpenVLD 13,9%, le Vlaams Belang 11,5%, Groen 8,2% et la formation nationaliste de Jean-Marie Dedecker 6,2%. Au sein du collège électoral francophone, le PS arriverait en tête avec 33% des suffrages, suivi par le MR crédité de 20,4%, Ecolo 17,6% et le CDH 17%.

## Victoire des séparatistes flamands aux élections parlementaires belges

La Nouvelle alliance flamande (N-VA) de Bart de Wever a gagné les élections législatives organisées en Belgique le 13 juin. La N-VA recueille 18,65% des suffrages et remporte 28 sièges à la Chambre des représentants et obtient 20,64% des voix et 9 sièges au Sénat. Ce résultat est sans précédent. Le meilleur score obtenu à ce jour par un parti indépendantiste était celui recueilli en 1971 par la Volksunie (VU), 11,1% des suffrages.

Le bon résultat de la N-VA se fait au détriment du Parti démocrate-chrétien flamand (CD&V) du Premier ministre sortant Yves Leterme qui recueille 11,64% des voix (17 sièges) à la Chambre des représentants et 10,53% des suffrages (9 sièges) au Sénat, et des Libéraux et démocrates flamands (Open VLD), dirigés par Alexander de Croo, qui obtiennent 8,82% des suffrages (13 députés) et 8,18% des voix (3 sénateurs). Le Parti socialiste flamand (SPA), dirigé par Caroline Gennez, recueille 9,80% des suffrages (13 députés) et 9,88% (4 sénateurs) tandis que les écologistes de Groen obtiennent 4,54% des suffrages (5 députés) et 3,87% des voix (1 sénateur) ; le parti d'extrême droite, Vlaams Belang (VB), 8,36% des suffrages et 11 députés et 8,08% des voix et 3 sénateurs. Enfin la Liste Jean-Marie Dedecker, 2,45% des voix et 1 député (2,10% des voix et aucun siège au Sénat). En additionnant les voix de la N-VA, du Vlaams Belang et de la Liste DeDecker, les partis prônant l'indépendance de la Flandre représentent 44,1% de l'électorat flamand.

Le Parti socialiste (PS) d'Elio di Rupo est le gagnant de ces élections législatives en Wallonie où il recueille 11,43% des suffrages et 25 sièges à la Chambre des représentants et 12,24% des voix et 7 sièges au Sénat. Il redevient la 1<sup>ère</sup> force politique francophone. Le Mouvement réformateur (MR) de Didier Reynders est en recul avec 8,92% des suffrages (18 députés) et 8,81% des voix (5 sénateurs), le Centre démocrate humaniste (CDH) de Joëlle Milquet recueille 5,31% des suffrages (11 députés) et 4,95% des voix (2 sénateurs) devançant les Verts d'Ecolo qui obtiennent 4,55% des suffrages (8 députés) et 5,28% des voix (2 sénateurs).

La participation, obligatoire dans le royaume, a cependant été peu élevée. Elle atteint 89,22% pour les élections à la Chambre des représentants et 89,21% pour le Sénat.

« *Ce sont des résultats extraordinaires. Les Flamands ont voté pour le changement, nous ne les décevrons pas. L'État doit être réformé* » a déclaré le leader de la N-VA, Bart De Wever, à l'annonce des résultats. Il a appelé à une réforme des institutions visant à donner une autonomie accrue à la Flandre dans les domaines économique et social tout en cherchant à rassurer ceux que son programme inquiète. « *Ce n'est pas la fin du pays, c'est une évolution, la Belgique se dédouble en deux démocraties à part entière. Nous devons l'adapter à cette réalité qui existe déjà* » a-t-il indiqué en réaffirmant que l'indépendance de la Flandre ne constituait pas sa revendication immédiate.

Le leader socialiste, Elio di Rupo, a reconnu que les électeurs flamands avaient envoyé un « *signal fort* » en faveur d'une plus grande autonomie régionale. « *Une grande partie de la population flamande souhaite manifestement que notre pays évolue sur le plan institutionnel. Ce message doit être entendu. Le Parti socialiste a toujours été prêt à une réforme de l'État* » a-t-il souligné, appelant les francophones à « *faire un pas vers les élus du Nord et à avoir le courage de conclure un accord* » et concluant « *Il appartient aux partis flamands d'indiquer quels sont les femmes et les hommes qu'ils souhaitent mettre autour de la table des négociations. Nous nous rendrons compte très vite s'il y a une volonté d'arriver à un compromis. Si ce n'est pas le cas, nous serons dans une autre situation* ».

« *C'est un tsunami politique* » a déclaré Steve Stevaert, membre du Parti socialiste flamand. Le triomphe des nationalistes flamands crée « *une situation qui sera problématique pour le pays* » a estimé le président du MR, Didier Reynders.

Au vu des résultats de ces élections parlementaires, deux personnalités se détachent et devraient dans un

avenir proche jouer un rôle-clé : les leaders de la N-VA, victorieuse en Flandre, et du Parti socialiste côté francophone. Le résultat devrait conduire Bart de Wever à assumer des responsabilités au niveau fédéral et à briguer le poste de Premier ministre mais celui-ci a déclaré à plusieurs reprises ne pas être intéressé par la fonction. Il a également indiqué qu'il était prêt à laisser la place à Elio Di Rupo. Paradoxalement, celui-ci pourrait donc devenir le premier Chef de gouvernement wallon depuis Edmond Leburton (1973-1974). « *C'est un signe de reconnaissance envoyé aux francophones, qui n'ont pas eu de Premier ministre depuis 1974. Et une façon de montrer qu'il (Bart de Wever) n'a d'yeux que pour la Flandre* » analyse Marc Uyttendaele, professeur à l'université libre de Bruxelles, « *De toute façon, il est évident que le climat n'est pas favorable pour obtenir l'éclatement du pays qu'il souhaite. En fait, il est terrorisé à l'idée d'avoir à assumer ses fonctions. C'est un tribun, un provocateur. L'antithèse du responsable politique. Il n'est pas un homme d'État. C'est très difficile de passer du music-hall politique à l'austérité des fonctions ministérielles...* »

Agé de 39 ans, Bart de Wever est historien. Il est élu en 2004 député du Parlement flamand (réélu en 2007) et devient député fédéral le 10 juin 2007. Homme politique le plus populaire de Flandre, il prône le confédéralisme qu'il voit comme une étape vers une indépendance pleine et entière de la Flandre : « *Nous voulons y aller étape par étape, pas avec une révolution, nous ne souhaitons pas de grand soir de la séparation. Mon objectif est que la Belgique disparaisse sans que personne ne s'en aperçoive, qu'elle s'évapore. Avec la Flandre et la Wallonie, nous avons déjà deux États qui fonctionnent avec chacun son Parlement et son gouvernement. A Bruxelles, le Premier ministre ne préside plus qu'une vaine conférence diplomatique. Il faut laisser le proces-*

*sus aller jusqu'à son terme* ».

Né en 1951, Elio di Rupo est titulaire d'un doctorat es sciences. Elu au niveau municipal en 1982, il devient député en 1987, puis sénateur en 1991. L'année suivante, il est nommé ministre de l'Éducation de la Communauté française, puis de l'Audiovisuel. En 1994, Elio Di Rupo devient vice-Premier ministre du gouvernement fédéral et ministre des Communications et des Entreprises publiques. Il sera ensuite en charge de l'Économie et des Télécommunications et du Commerce extérieur. En 1999, il devient ministre-président de Wallonie, un poste qu'il quitte rapidement après avoir été élu à la tête du PS. Bourgmestre de Mons, il redevient ministre-président de Wallonie en 2005, poste qu'il abandonne de nouveau en juin 2007 pour conserver la tête du PS.

Loin de dénouer la crise, le résultat du scrutin risque de polariser davantage la classe politique belge et d'aggraver la crise de confiance entre néerlandophones et francophones. La première tâche du futur gouvernement sera de dénouer la situation de l'arrondissement de Bruxelles-Hal-Vilvorde, à cheval sur la province du Brabant flamand (Hal-Vilvorde) et la région de Bruxelles-capitale, que les néerlandophones souhaitent scinder en deux entités : Bruxelles et Hal-Vilvorde. Par ailleurs, le pays se trouve de fait divisé au niveau politique entre une Flandre fortement ancrée à droite et une Wallonie où prédominent les socialistes. Enfin, si la Belgique, qui succèdera à l'Espagne à la Présidence du conseil de l'Union européenne le 1<sup>er</sup> juillet prochain, devrait assurer son rôle sans problème majeur, l'instabilité et la crise profonde qu'elle traverse depuis plusieurs années pourrait finir par nuire à l'image du pays.

**Résultats des élections parlementaires du 13 juin 2010 en Belgique****Chambre des représentants**

Participation : 89,22% (la participation est obligatoire en Belgique)

Partis politiques	Nombre de voix obtenues	Pourcentage des suffrages recueillis	Nombre de sièges obtenus
<b>Nouvelle alliance flamande (N-VA)</b>	962 982	18,65	28
<b>Parti démocrate-chrétien flamand- (CD&amp;V)</b>	600 818	11,64	17
<b>Mouvement réformateur (MR)</b>	460 796	8,92	18
<b>Vlaams Belang (VB)</b>	431 577	8,36	11
<b>Libéraux et démocrates flamands (Open VLD)</b>	455 622	8,82	13
<b>Parti socialiste (PS)</b>	590 112	11,43	25
<b>Parti socialiste (SP.A)</b>	505 897	9,80	13
<b>Centre démocrate humaniste (CDH)</b>	274 374	5,31	10
<b>Ecolo</b>	235 050	4,55	8
<b>Liste Jean-Marie Dedecker</b>	126 475	2,45	1
<b>Groen!</b>	234 440	4,54	5
<b>Autres</b>	285 394	5,53	0

Source : Site internet Portail fédéral de la Belgique [http://elections2010.belgium.be/fr/cha/results/results\\_tab\\_CKR00000.html](http://elections2010.belgium.be/fr/cha/results/results_tab_CKR00000.html)



## Sénat

Participation : 89.21% (la participation est obligatoire en Belgique)

Partis politiques	Nombre de voix obtenues	Pourcentage des suffrages recueillis	Nombre de sièges obtenus
<b>Nouvelle alliance flamande (N-VA)</b>	1 268 894	19,61	9
<b>Parti démocrate-chrétien flamand- (CD&amp;V)</b>	646 371	9,99	4
<b>Mouvement réformateur (MR)</b>	599 618	9,27	4
<b>Vlaams Belang (VB)</b>	491 519	7,60	3
<b>Libéraux et démocrates flamands (Open VLD)</b>	533 171	8,24	4
<b>Parti socialiste (PS)</b>	880 828	13,62	7
<b>Parti socialiste (SP.A)</b>	613 091	9,48	4
<b>Centre démocrate humaniste (CDH)</b>	331 870	5,13	2
<b>Ecolo</b>	353 111	5,46	2
<b>Liste Jean-Marie Dedecker</b>	130 777	2,02	0
<b>Groen!</b>	251 605	3,89	1
<b>Autres</b>	368 449	5,69	0

Source : Site internet Portail fédéral de la Belgique [http://elections2010.belgium.be/fr/sen/results/results\\_tab\\_SER00000.html](http://elections2010.belgium.be/fr/sen/results/results_tab_SER00000.html)

## DERNIÈRES PUBLICATIONS DE LA FONDATION

### Un an après les élections en Iran : l'Union européenne face à la crise iranienne

Question d'Europe n°172 - 07/06/2010 - Ladan Boroumand

### Entretien avec Pauline Schnapper sur les résultats des élections législatives en Grande-Bretagne

Entretien d'Europe n°46 - 10/05/2010

### Observatoire des élections en Europe – Élection présidentielle en Pologne, 13/06/2010 ( j-7)

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :

[www.robert-schuman.eu](http://www.robert-schuman.eu)

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.